PLR
Les Libéraux-Radicaux

JAB 1005 Lausanne
Place de la Riponne 1 – 1005 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresse

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 6 | MERCREDI 24 JUIN 2020

sommaire

Édito – Mibé – Message TRIBUNE 2
Message du président 3
Les députés en action 10
Coup de gueule 11
JLRV 12
Question de valeur 14
Dans le monde 15
Frivolités essentielles – On met le feu 16

POLITIQUE FÉDÉRALE
Mariage pour tous
Pages 4, 5

DOSSIER VERS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ
Pages 6, 7, 8

POLITIQUE CANTONALE
Positivons et serrons les rangs...
Page 9

POINT FORT
Le temps de la résilience...
Page 13

soutien à l'économie suisse

vive le tourisme en suisse !

Pourquoi aller à l'étranger quand on a les quais de Montreux... ? Soyons un brin chauvins, consommons local et passons nos vacances en Suisse. C'est peut-être aussi cela le monde d'après... Profitons de notre pays, si exotique pour les autres, dans l'intérêt de l'économie helvétique. Économie, solidarité et plaisir font ainsi bon ménage.

Administration: Tribune, place de la Riponne 1, 1005 Lausanne, T: 021 323 72 78, F: 021 320 60 86, E: tribune@plr-vd.ch Éditeur: PLR Vaud Rédaction: Fabienne Guignard, rédactrice en chef, E: tribune@plr-vd.ch
Publicité: Urbanic Régie publicitaire, T: 079 278 05 94, E: info@urbanic.ch c.c.p: 12-234282-6 / IBAN: CH93 0900 0000 1223 4282 6 Direction artistique: Fabienne Guignard et Catherine Berney Mazza Impression: PCL Presses Centrales SA

une autre vie...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Ce sacré virus n'est pas parti. Il voyage au gré de ses envies sur la planète faisant des dégâts un jour ici, un jour là-bas mais laissant derrière lui quelques troupes légères prêtes à repartir à l'assaut. Les sociétés s'organisent, les citoyens réagissent donnant ainsi quelques indices aux États pour élaborer un monde plus sûr et plus proche des intérêts de chacun. Car la politique c'est aussi cela, protéger les intérêts nationaux comme ceux de ses concitoyens.

Alors on a vu poindre des changements notamment sur la mobilité. Les transports publics étant devenus source de danger par la promiscuité qu'ils engendrent et dont tout le monde se plaignait dans le «monde d'avant»*, il faudra trouver d'autres façons de se déplacer. À court terme, la voiture a repris une place prépondérante, comme les vélos, électriques ou pas, qui sont déjà les grands gagnants de cet après-Covid. La mise en place rapide de pistes cyclables, et les tollés qu'elles ont pu susciter, est une réalité comme l'ouverture de nombreuses zones piétonnes. Seront-elles éphémères ou durables ? On verra. Le télétravail partiel apporte déjà lui aussi des solutions viables. Moins d'engorgements, moins de trajets, plus de bien-être et une nouvelle organisation du travail.*

Les industries automobile et aéronautique sont les premières à être frappées par la crise économique. Basées l'une comme l'autre pour être rentables sur une utilisation de masse de leurs produits se voient ainsi pénalisées car dangereuses pour la santé.

La production est, elle aussi, interdépendante. Pas moins de dix pays par exemple participent à la construction d'une voiture européenne. La souveraineté économique ferait son grand retour. Le protectionnisme, paradoxalement, devient un argument de vente : «Achetez local, passez vos vacances en Suisse ! »

Un protectionnisme en Europe qui aime le libre-échange n'est plus tabou : taxe CO_2 aux frontières, taxe Gafa... cela valait bien un dossier TRIBUNE.

TRIBUNE
vous offre des vacances en suisse...

Eh bien voilà, il fallait finir cette période extraordinaire de crise Covid en beauté. L'économie du pays allant en prendre un sacré coup, il reste à chaque citoyen de consommer local et donc de passer des vacances en Suisse. Le pays est si beau que le monde entier vient le visiter. Alors pourquoi ne pas profiter de cette année pour mieux connaître la Suisse.

Un grand merci à Tina Fattet, ancienne conseillère communale d'Épalinges et bientôt sur les listes PLR de Montreux pour les Communales de m'avoir permis d'utiliser ses magnifiques photos au gré de ses voyages helvétiques.

UNE RÉCESSION PLUS CONTAGIEUSE QUE LA COVID-19 ?

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député

On ignore si une seconde vague pandémique surviendra. Mais on peut avoir la certitude que la crise économique prendra le relais de la crise sanitaire. Après les statistiques médicales, viendront les statistiques et pronostics économiques ! Ne parle-t-on pas déjà de *« pandémie économique »* ? Pas plus que le virus lui-même, elle ne s'arrêtera aux frontières. La question n'est déjà plus de savoir s'il y aura une déflation avec son cortège de conséquences sociales, mais quelle sera son ampleur. Les économistes, pas plus que les épidémiologistes, ne sont unanimes. La numérisation de la dette (colossale) de l'Europe fait encore craindre une hyperinflation dont les conséquences ne seraient pas forcément différentes quant à la baisse du pouvoir d'achat.

Le recours à la dette divise autant que les traitements par l'hydroxychloroquine.

Le recours à la dette divise autant que les traitements par l'hydroxychloroquine. En outre, les taux d'intérêts bas poussent sans doute certains États déjà surendettés (par exemple la France dont la dette est supérieure au PIB annuel) vers les abîmes. Certes, il s'agit de faire face à l'urgence. Au risque toutefois de compromette les générations futures. Cela s'apparente à la tactique du *« pompier-pyromane »*.

C'est le lieu de rappeler que si, tant la Confédération suisse que le canton de Vaud, ont pu jusqu'à présent soutenir efficacement l'économie en investissant des moyens considérables, cela est dû sans aucun doute au système du *« frein à l'endettement »* soutenu au niveau fédéral par les PLR et au niveau cantonal ancré dans la Constitution grâce aux travaux des libéraux-radicaux.

Les crises économiques et sanitaires ont toutes deux le redoutable effet commun de provoquer des effets cascade ; c'est le commerçant qui n'arrive plus à payer son loyer, qui met en péril l'équilibre financier de son propriétaire, puis de ses fournisseurs, lesquels eux-mêmes fragilisent leurs propres créanciers. Il suffira que la chaîne économique s'interrompe pour que les faillites se multiplient. Pour notre industrie d'exportation, la réouverture des frontières, de même que celle des transports et du trafic aérien, devient indispensable. Les stocks se sont accumulés, par exemple dans l'horlogerie, la microtechnique, etc. Ce sont autant de sous-traitants, de PME de notre canton qui sont frappés de plein fouet, si les liaisons internationales ne se rétablissent pas dans les plus brefs délais.

Il faudra sans doute plus de courage, plus d'abnégation et sans doute plus de temps pour résorber cette pandémie économique dont les effets sociaux et économiques demeurent pour l'instant inconnus ; mais l'on sait historiquement que tout déséquilibre sociétal d'ampleur importante est susceptible d'entraîner des déséquilibres ou des révolutions politiques aux déséquilibres, aux conséquences aussi imprévisibles que dramatiques.

publicité

MARIAGE POUR TOUS

par Floriane Wyss,
secrétaire générale PLR Vaud

Certaines évidences actuelles ont un jour pu paraître inconcevables alors qu'elles sont aujourd'hui indiscutables. La société évolue et fort heureusement ! L'égalité fait partie de ces combats qui peuvent parfois, voire souvent, paraître absurdes tant cela devrait aller de soi. Le mariage pour tous en fait partie.

À ce jour, les couples homosexuels peuvent seulement conclure un partenariat enregistré, s'apparentant, comme beaucoup le disent, à un mariage au rabais puisqu'il n'accorde pas les mêmes droits et impose des procédures plus longues, plus lourdes et plus complexes.
L'adoption d'un enfant par un couple du même sexe peut par exemple ressembler à un véritable parcours du combattant. Ainsi, et même si la Chambre haute doit encore se prononcer à ce sujet, la date du 11 juin 2020 est donc, quoi qu'il arrive, à marquer d'une pierre blanche. En effet, le Conseil national a (enfin !) accepté – et bien au-delà des espérances (132 voix contre 52 et 13 abstentions) l'initiative parlementaire *« Mariage civil pour tous »* déposée en 2013 déjà.

En quelques mots, cette initiative vise l'égalité en termes de reconnaissance et de traitement entre tous les couples. Ce projet de loi ne permet pas uniquement aux couples de même sexe de conclure un contrat de mariage, mais autoriserait également les couples de femmes à recourir au don de sperme. Évidemment, cela en a fait hurler plus d'un. Les détracteurs affirment qu'un enfant de parents homosexuels sera forcément malheureux et que ce besoin exprimé est le fait d'adultes qui ne pensent qu'à leur bonheur personnel. Mais qu'en est-il des parents hétérosexuels ? Sont-ils tous nés pour être de bons parents ? La réponse est clairement *« non »*. Ne nous méprenons pas et faisons preuve de bon sens.
La qualité de vie et d'éducation d'un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de ses parents. Ce qui compte, c'est notamment l'environnement dans lequel il peut s'épanouir et grandir ainsi que la manière dont il est encadré et aimé. Sans pour autant nier l'origine biologique de la procréation, c'est sur le plan culturel qu'il faut évoluer à ce sujet.

Heureusement, le Conseil national, en tant que Chambre du peuple, a montré qu'il savait évoluer, entendre et représenter, comme son nom l'indique, *« le peuple »*, ce peuple qui, comme l'a révélé un sondage de gfs.bern en février dernier, se déclare très largement favorable à l'égalité des droits pour tous les couples. Ce vote de la Chambre basse est ainsi un signal fort et une réelle avancée vers plus d'égalité. Finalement, plus la population se sentira entendue et reconnue, mieux elle se portera et plus la confiance envers le monde politique sera forte.

La qualité de vie et d'éducation d'un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de ses parents.

publicité

HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★
Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances
Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam
BAR PUB « LE 99 »
Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@ hotelbellerive.ch

PREMIER CONGRÈS COVID

Les assemblées d'abord jusqu'à 300 personnes puis jusqu'à 1000 pouvant avoir lieu, le Congrès du 24 juin s'est donc tenu à la Halle des Fêtes de Payerne dans le strict respect des mesures sanitaires. Du gel hydro-alcoolique et des masques étaient à disposition. Toutefois, dans le contexte actuel compte tenu de la nécessité d'avoir au moins deux tiers des délégués pour modifier les statuts (art. 13), ce point ainsi que l'élection à la vice-présidence du parti ont été repoussés à un prochain Congrès.

Bilan de la gestion de crise COVID-19

par Olivier Français,
conseiller d'État

Jusqu'à récemment, cette pandémie aurait pu nous sembler comme une réalité lointaine, ayant eu néanmoins de la compassion pour toutes les personnes touchées. Depuis, nous vivons, tout comme d'autres, avec ce virus invisible. La Covid-19 a aujourd'hui un impact tant sur notre quotidien que sur nos relations sociales. Elle révèle nos attentes de la société tout comme nos comportements individuels. Si, dans notre pays, le nombre de cas de personnes affectées est à présent stable, nous pouvons relever l'application appropriée par nos autorités de la loi de 2012 sur les maladies infectieuses.

Notre système sanitaire a résisté grâce à l'engagement du milieu hospitalier, de nos infrastructures et des services d'appui comme l'armée et la protection civile. Il y a lieu aussi de saluer la branche de l'alimentation qui a su assuré la sécurité alimentaire de notre population. Grâce à une information régulière et transparente du Conseil fédéral, l'ensemble de la population a su montrer un comportement exemplaire en suivant avec attention les recommandations de précaution. Durant cette période qui a pour le moins bouleversé nos quotidiens, nous pouvons nous réjouir de la confiance qui s'est établie entre tous les acteurs qui se sont engagés et de la qualité de nos infrastructures, ce qui fait sans doute l'une des plus grandes forces de notre pays.

Il convient de souligner la force de notre système fédéral et de nos institutions. Cette crise a encore une fois démontré les bienfaits de l'État fédéral où les prises de décisions par la Confédération ont été élaborées par un dialogue avec les cantons, plus proches de la réalité du terrain, et grâce à une collaboration entre les différents acteurs basée sur la confiance.

Le système institutionnel a permis de faire une pesée d'intérêts et prendre des mesures proportionnées. Le Conseil fédéral a gouverné, chose rarissime, pendant près de trois mois par ordonnances pour gérer cette crise en évoquant la situation extraordinaire prévue dans la Loi sur les épidémies. Cette gouvernance suivie de près par la délégation des finances du Parlement a été élaborée, au mieux, par des contributions importantes des cantons, puis mise en œuvre selon la réalité du terrain. Une décentralisation qui a pu être adaptée d'une région à une autre, prenant en compte les infrastructures locales et l'avancée de la pandémie. Le statut d'état d'urgence accordé au Tessin est l'exemple le plus marquant !

Le fédéralisme a bien fonctionné...

Une récente étude internationale a salué la qualité de la gestion du déconfinement et la haute résilience de notre économie.

Restons humbles dans la réussite, mais ambitieux pour affronter le futur.

Le Conseil fédéral a pu engager rapidement des moyens financiers considérables pour atténuer les conséquences économiques de cette crise. Sur le court terme, l'appui au monde du travail a permis d'assurer le quotidien. Plusieurs milliards de francs ont été engagés pour garantir les salaires, sauvegarder les emplois et soutenir les indépendants en leur assurant les liquidités disponibles sur le marché. C'est grâce à l'établissement d'un frein à l'endettement, appliqué depuis de nombreuses années, que nous possédons des finances saines et que cela nous permet d'avoir une marge confortable pour des politiques de relance économique dans ces moments difficiles.

Une récente étude internationale a salué la qualité de la gestion du déconfinement et la haute résilience de notre économie, toutefois restons humbles dans la réussite, mais ambitieux pour affronter le futur. Notre monde vit une crise sanitaire historique et elle aura un impact sur le quotidien de demain et c'est solidairement que l'on pourra affronter notre futur. Espérons que la reprise progressive de nos activités nous amène aussi vite que possible, vers un quotidien plus serein.

TREMBLEZ MAIS OSEZ !

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

De l'importance du changement...

Quand une crise de l'ampleur de ce fameux Corona vient à dévaster les sociétés et les économies mondiales, il serait inconscient de ne pas en tirer des leçons et retourner au monde d'avant comme si de rien n'était, par facilité et sécurité. On préfère ce que l'on connaît, c'est bien connu…

Ces crises ne sont-elles pas au contraire l'occasion de faire un pas en avant, de tourner les yeux vers un futur amélioré, plus équitable, plus respectueux des hommes et de l'environnement car c'est souvent dans les grandes crises de l'histoire que des pans de l'organisation des sociétés, des villes, des mentalités, de la mobilité, de l'économie, de la science ont changé de direction ?

Le baron Haussmann sur mandat de Napoléon III a repensé Paris en une quinzaine d'années, pas sans dégâts ni violence. Les rues se sont élargies, des parcs ont été créés. La médecine a fait des progrès faramineux pour combattre peste, choléra, tuberculose, gale, etc. Toujours des maladies liées à la misère et l'insalubrité. La propreté des villes, les égouts ont été mis au centre de l'aménagement des cités reconstruites différemment. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui après ce Covid qui est loin d'avoir disparu ? Encore faut-il oser changer, avoir le courage et les idées pour le faire. C'est le rôle du politique que de donner cette vision, cette pulsion à réparer ce qui doit l'être. Assurer une meilleure cohésion sociale. Mais tout prendra du temps et ces changements de mode de vie ne se feront pas sans heurts et résistance.

Croire que le monde d'avant est inamovible ou changera si peu, c'est croire que l'esprit et l'âme humaine ne seraient pas en mesure de s'adapter au changement lorsqu'il est porteur de progrès. On retrouvera toujours des conservateurs qui penseront que le changement ne leur sera pas favorable, souvent par peur de l'inconnu, peur de perdre des acquis, des privilèges ou une façon de vivre ou de penser. Ils vont freiner… Il y a ceux qui aiment le changement à se donner le tournis. Il y a les iconoclastes, sans tabou, qui voient en la nouveauté des sources d'espérance et de mieux vivre en oubliant parfois que l'adaptation aux changements ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Il faut convaincre. Il y a les innovants pragmatiques qui vont mettre sur papier des solutions nouvelles, pas trop folles, de nous organiser. La science va progresser. L'écologie va prendre de l'ampleur n'en déplaise à certains. Il y a aussi les idéalistes, les rêveurs qui vont vite remettre les pieds sur terre. Le monde n'est pas fait de *«Bisounours»*... Et ceux qui vont profiter de la situation pour attaquer le bien commun, des extrémistes de tous bords pour *«casser la baraque»*. Le mouvement social mondial *«black Lives Matter»* est lui aussi le reflet d'une situation mise sous le tapis depuis trop longtemps. C'est une cause juste qui se manifeste à un moment où il faut modifier les règles. Ce changement de mentalité, comprendre l'histoire avec des yeux d'aujourd'hui fait avancer les sociétés dans le bon sens. Tout doit être en mouvement sans renier le passé qui est.

Ce confinement plus ou moins bien ou mal vécu, a mis au jour des inégalités flagrantes auxquelles il faudra remédier. Le monde d'avant était bruyant. Une nature peu respectée a repris son souffle avec brio pendant cet arrêt. La pauvreté ne peut plus être ignorée. Une dépendance excessive aux autres peut nous mettre en danger, individu, entreprise, nation. Mais la solidarité est restée un fondement du vivre ensemble.

Nous sommes à un stade de notre histoire contemporaine où il faut savoir *«trembler mais oser»*. C'est autant l'esprit d'entreprise que l'esprit de son temps.

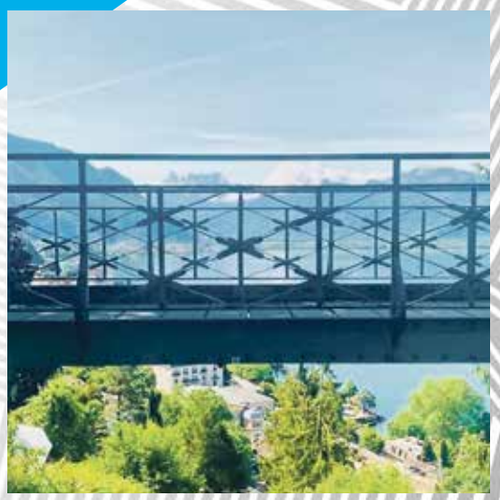
Croire que le monde d'avant est inamovible, c'est croire que l'esprit et l'âme humaine ne seraient pas en mesure de s'adapter au changement lorsqu'il est porteur de progrès.

Le numérique en avant

par Catherine Labouchère,
députée

La période de confinement que nous venons de vivre a donné un coup d'accélérateur inattendu au monde digital, ceci au bénéfice de toutes les générations. En janvier 2020, même les esprits les plus novateurs ne l'auraient pas prédit. Des plus sceptiques aux plus convaincus, toutes les personnes s'y sont mises, avec plus ou moins de facilité, mais en définitive très rapidement, confirmant l'adage *« nécessité fait loi ! »*.

Évolution nécessaire et inévitable...



Espérons que les procédures perfectionnistes, dont notre canton a le secret, ne constitueront pas un frein à l'évolution digitale.

La réussite des deux mondes réel et virtuel passe par une cohabitation intelligente et harmonieuse des deux.

Alors qu'il y a peu on s'interrogeait sur la manière de faire passer l'enseignement numérique dès le plus jeune âge, sur l'adhésion des enseignants à s'ouvrir au monde numérique et à changer leurs méthodes, la décision de fermer les écoles n'a plus laissé le choix tant aux élèves qu'au corps enseignant. Dans les autres secteurs, tous les emplois ne nécessitant pas une présence physique obligatoire ont été reconvertis en télétravail à une rapidité que l'on n'imaginait pas auparavant.

Dans le monde des entreprises et de la politique, les visio-conférences ont fait florès au moyen d'applications variées, plus ou moins pratiques, mais au demeurant très utiles à tous. Les moyens de paiements par cartes de crédit ont augmenté, les commandes par internet également. Les outils informatiques ont aussi été utilisés pour des moment conviviaux. Bref, tout le monde s'est adapté, l'impératif sanitaire étant prioritaire.

À l'heure du déconfinement, quel premier bilan en tirer ? Sans nul doute le télétravail et les visio-conférences vont perdurer. Reste à en définir les modalités, notamment la fréquence et les horaires, mais l'évidence est là. Cela permettra d'éviter bien des trajets inutiles, une flexibilité bienvenue dans certaines branches et des facilités pratiques dont on a vu que les gens s'y habituaient sans trop de contraintes. Est-ce à dire que tout basculera vers le numérique ? Certainement pas, car l'Homme est fait pour vivre en société et les contacts personnels réels lui sont indispensables. La réussite des deux mondes réel et virtuel passe par une cohabitation intelligente et harmonieuse des deux.

Dans notre canton, à vrai dire, ce n'est que durant la présente législature que le monde politique a pris la mesure du virage digital indispensable pour garder sa place innovante dans le monde. Il y a du retard à rattraper. Espérons que les procédures perfectionnistes, dont notre canton a le secret, ne constitueront pas un frein à l'évolution digitale. Des cautèles, concernant la protection des données et la sécurité informatique demeurent incontournables, mais sans se transformer en entraves. À la base de ce changement, la formation reste le maillon indispensable pour le réussir. Le corona virus aura au moins un mérite, celui de voir se concrétiser la transition numérique pour tous.

À titre personnel je m'en réjouis, voyant se transformer en réalité manifeste et plus vite qu'attendu, les deux sujets que j'avais lancé sur cette thématique au moyen d'un postulat (août 2016) demandant au Conseil d'État sa vision sur la transition numérique et d'une motion (août 2018) formulant l'obligation que la science numérique soit enseignée dès l'école primaire. Une leçon est à retenir en politique : ne jamais renoncer à lancer le débat sur des idées que l'on pense judicieuses.

TRAVAILLONS PLUS LONGTEMPS, MAIS MIEUX ?

par Françoise Piron,
conseillère communale, Lausanne

Réorganisons le monde du travail...

Une brève parue dans le quotidien *24heures* du 11 mai dernier a retenu mon attention. Il s'agit de la proposition du conseiller aux États PLR zurichois Ruedi Moser de rehausser l'âge de la retraite à 67 ans et, en contrepartie, d'accorder deux semaines de vacances supplémentaires par année pour tous et toutes. Les travailleurs de moins de 50 ans bénéficieraient ainsi de six semaines de vacances tandis que les plus âgés en auraient sept.

C'est une bonne idée, qui va dans le sens de privilégier le mieux-vivre, au lieu de la course à la carrière à tout prix. Même si elle seule ne suffit pas, car l'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes nécessiterait préalablement une meilleure égalité des chances et un vrai partage des tâches, elle mérite qu'on s'y attarde. Bénéficier de plus de temps pour soi, ou pour les proches, est un plus à chaque étape de son parcours de vie. Pendant ses études, prendre du temps pour parcourir le monde à la découverte d'autres cultures enrichit l'esprit. Lorsqu'on devient parents, consacrer plus de temps à ses enfants est un élément équilibrant. C'est par ailleurs ce dont les jeunes parents aspirent de plus en plus, et ceci tant la mère que le père. Enfin, lorsque nos propres parents ont besoin de nous, disposer de sept semaines de temps libre ne peut qu'être bénéfique à nos ainés, autant qu'à l'ensemble de la société.

Les femmes l'ont compris depuis longtemps, elles qui préfèrent bien souvent renoncer à une promotion si ce choix leur demande trop de sacrifices sur le plan privé. En revanche, elles sont prêtes à se donner à fond pour réaliser leurs ambitions lorsque les enfants ont grandi. Hélas, le monde du travail privilégie encore et toujours un modèle qui demande un investissement complet entre 30 et 40 ans, alors qu'il est bien plus équilibrant d'évoluer harmonieusement tout le long de sa vie professionnelle.

Et la carrière dans tout ça ? Il ne s'agit pas de la sacrifier, bien au contraire, il s'agit de se ménager afin d'aller plus loin. Pour illustrer mon propos, prenons l'exemple du marathonien et ses 42 kilomètres 195 de course. S'il veut arriver au bout, le coureur ne piquera pas un sprint dans les premiers kilomètres ! Il ménagera ses forces afin de franchir, sans s'écrouler, la ligne d'arrivée. De même, en démarrant une carrière, il faut pouvoir tenir la distance, adapter sa vitesse à son rythme de vie, et regarder en arrière, de temps en temps, pour valoriser le chemin déjà parcouru !

Je suis convaincue par la nécessité de nouveaux modèles de carrière. Il est urgent de mettre en avant ceux où les opportunités d'épanouissement se présentent à tous âges. Des possibilités d'avancement au-delà de 45 ans permettraient aux femmes de s'investir davantage dans une carrière lorsque leurs enfants sont plus grands. Et aux hommes jeunes de ne pas tout sacrifier en début de parcours, de crainte de perdre l'avantage. Valoriser l'apport des seniors sur le marché du travail irait alors de soi.

Travaillons donc plus longtemps, mais mieux ! Courons moins vite pour durer plus longtemps. L'économie durable est une économie qui se donne du temps, quitte à donner l'impression d'en perdre.

Je suis convaincue par la nécessité de nouveaux modèles de carrière.

publicité

Guy Gaudard s.a.
MAITRISE FEDERALE
ELECTRICITE • TELECOM
Av. de Chailly 36 • 1012 Lausanne
021 711 12 13 • info@gaudard.ch

CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE

Instagram
instagram.com/plrvaud/

facebook.com/
PLR.LiberauxRadicauxVaudois/
@PLR.LiberauxRadicauxVaudois

twitter.com/PLR_VD
@PLR_VD

POSITIVONS ET SERRONS LES RANGS...

par Alexandre Berthoud,
député, président de la COFIN

La Commission des finances du Grand Conseil n'a pas arrêté ses activités pendant la crise que nous venons de traverser. Bien au contraire. Si le Parlement a interrompu ses travaux pendant de longues semaines, de nombreux textes ont été traités par cette commission qui a été le pilier de la vie publique cantonale pendant ce confinement. Tout d'abord au travers de son bureau, puis par l'ensemble de ses membres en visioconférence. Sans oublier bien sûr le rapport sur les comptes 2019. Un énorme travail en temps normal… Il sera présenté au Grand Conseil fin juin.

Les récentes évolutions sanitaires doivent maintenant nous donner de l'espoir. Malgré le risque qui nous guette de voir apparaître une nouvelle vague de cas Covid, notre société et notre économie se remettent doucement de cette situation qui va marquer pendant longtemps nos esprits.

Par chance mais surtout grâce aux actions de nos élus, la situation financière de notre Pays et de notre Canton nous permettra sans doute de nous relever plus rapidement que certains de nos voisins. L'avenir doit être abordé avec optimisme et les opportunités de relance doivent être exploitées.

Nous avons tous un rôle à jouer. D'abord comme citoyenne et citoyen consommateur en privilégiant le commerce régional. Notre Canton regorge de ressources magnifiques et de savoir-faire exceptionnels dans tous les secteurs économiques, que cela soit au niveau de la gastronomie, de la viticulture, des entreprises de construction, de l'industrie et des services, etc. En privilégiant la consommation locale, nous participerons, en fonction de nos moyens, à la relance de la croissance, garante de la prospérité de notre Canton et qui assurera un avenir convenable aux générations futures, sans leur laisser une facture impossible à honorer.

Ensuite, les élus à tous les échelons du fédéralisme, tant à l'exécutif qu'au législatif, devront privilégier voire même anticiper la réalisation des investissements planifiés même les plus modestes. Pour les gros chantiers, en toute légalité, une bonne compréhension des modes de réalisation des appels d'offre est un moyen important de promouvoir le développement économique.

Enfin, nous nous battrons contre toute hausse d'impôts qui serait demandée sous prétexte de la situation actuelle. Je suis convaincu que notre Canton a les moyens de supporter le choc de cette crise sans précédent. Une hausse de la fiscalité mettrait à mal le pouvoir d'achat des contribuables. La relance se réalisera uniquement par des charges pérennes maîtrisées des collectivités en réalisant une politique des moyens en lieu et place d'une politique des besoins, malheureusement bien trop souvent rencontrée à tous les niveaux.

Dans ce contexte exceptionnel, il est aussi important que l'argent circule… Les facilités de trésorerie mises en place rapidement par la Confédération ont également permis aux entreprises de respecter leurs engagements financiers et ainsi éviter de gripper la situation économique.

Les défis de ces prochains mois et de ces prochaines années sont nombreux. Il y aura lieu d'opérer des choix politiques importants. Toutefois, il s'agit de positiver et de serrer les rangs afin d'assurer à nos enfants le bonheur que nous avons de vivre heureux dans ce Pays.

L'avenir doit être abordé avec optimisme et les opportunités de relance doivent être exploitées.

publicité

DANIEL RUCH
ENTREPRISE FORESTIÈRE

Entreprise Forestière Daniel Ruch SA
1084 Carrouge (VD)
Tél. 021 903 37 27 et 079 449 58 44
www.danielruch.swiss

PENSER À L'AVENIR

par Candice d'Anselme,
secrétaire générale adjointe PLR Vaud

ANTICIPER LES DÉFIS À VENIR DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les députés PLR proposent des solutions sur le court terme aux problèmes majeurs d'aujourd'hui comme c'est le cas actuellement de la députée Florence Gross qui demande plus de transparence dans les investissements massifs du CHUV. Mais nos députés réfléchissent également à l'avenir et à des solutions pour faire face aux nombreux défis à venir. La députée **Catherine Labouchère**, forte de sa longue expérience, a ainsi lancé une action intercantonale et interpartis autour du rapport du 25 juin 2019 de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Celui-ci met en lumière l'important déficit de qualité du système de santé, notamment au niveau des interfaces entre les différentes structures de santé et la gestion des sorties des hôpitaux. Cette démarche commune entre cinq députés de cantons et de partis différents vise à réfléchir aux offres de soins dans le domaine hospitalier et extra-hospitalier par le biais d'une comparaison intercantonale en vue de conserver un système de santé performant et de qualité tout en évitant la fuite en avant des coûts. Cette réflexion, fort intéressante du fait de son contenu et du large appui politique dont elle dispose, a ainsi obtenu un soutien unanime par les députés du Grand Conseil vaudois.

Catherine Labouchère

ALPES VAUDOISES 2020 ET LE SUCCÈS DU TOURISME HIVERNAL

Si le projet Alpes Vaudoises 2020 avait pour objectif de favoriser le développement du tourisme 4-saisons, il n'en demeure pas moins que la saison hivernale et ses activités reste la plus importante. Face aux velléités de certains de torpiller l'utilisation des canons à neige et de couper court aux activités dépendantes de la neige, le député **Pierre-François Mottier** rappelle que ces dernières, et notamment le ski, forment encore le poumon économique des régions concernées. Faut-il rappeler le succès des ventes du Magic Pass ou des Jeux olympiques de la jeunesse d'hiver 2020, notamment auprès des écoles ? Le tourisme hivernal n'appartient pas au passé mais représente des emplois et des revenus considérables pour la population locale qui a le droit, elle aussi, d'avoir des projets et de penser à son avenir.

Pierre-François Mottier

FAVORISER LA CONSOMMATION LOCALE

À quelques mois des prochaines vendanges, la situation de la viticulture est inquiétante. En effet, tous les indices annoncent une baisse des ventes de l'ordre de 35 % en Europe, et la Suisse n'y échappera pas. Le député **Maurice Neyroud** fait ce constat : les prix chutent dans les marchés de vrac, les stocks s'accumulent dans les caves et les risques de faillite sont grands avec la crise alors que les importations de vin étranger représentent toujours 72.5 % chez les grands détaillants et une part importante du vin vendu par certains établissements. Dans le contexte d'une crise qui revalorise la production locale, le député mise sur cette prise de conscience de l'importance de consommer des produits de proximité et propose un train de mesures, notamment sous l'angle des quantités de vin vaudois proposés par les établissements, pour soutenir le secteur viticole vaudois.

Maurice Neyroud

TRIBUNE
Prochaine parution
Mercredi 26 août 2020
Délai rédactionnel
Lundi 17 août 2020

ÉTAT, COMMUNES ET CONSEIL D'ADMINISTRATION FONT DE MOINS EN MOINS BON MÉNAGE

par Philippe Miauton,
président PLR Lausanne,
conseiller communal

Il est loin le temps où l'on caricaturait les conseils d'administration comme une simple réunion qui servait à toucher des jetons de présences. Les responsabilités sont aujourd'hui toujours plus complexes et couvrent des domaines toujours plus larges. Plusieurs exemples viennent appuyer cette réalité.

Dernier épisode dans la série des hôpitaux vaudois, la crise financière de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) n'a pas fini de livrer tous ses scandales. La situation du HRC *«est aujourd'hui grave»* avoue la conseillère d'État Rebecca Ruiz. Le droit d'inventaire sur son prédécesseur Pierre-Yves Maillard n'aura ainsi pas tardé après la découverte de ce véritable cadavre dans le placard. Avant les suivants ?

L'histoire du fraîchement inauguré centre intercantonal commence mal. Difficulté à payer les salaires, budget largement déficitaire (17,9 millions) obligeant le canton à octroyer 80 millions pour n'assurer qu'une viabilité à court terme. À cela s'ajoute le dépassement déjà acté du budget de construction qui a bondit de 353 à 440 millions (+24 %).

Entre les lignes, l'on comprend que la gestion pour le moins légère de cette construction explique en grande partie la situation catastrophique dénoncée aujourd'hui. Cela n'empêche pas la gauche du Grand Conseil de vouloir, de manière opportuniste, lier cet événement aux prochaines discussions sur la volonté de changer la gouvernance du CHUV. Selon eux, l'exemple de Rennaz montrerait les limites du travail d'un Conseil d'administration et la nécessité que l'État soit seul maître à bord.

Le raccourci paraît tentant mais la ficelle s'avère bien trop grosse pour qu'elle convainque. Car c'est précisément la gestion de l'État dans le dossier de la construction qui a placé le Conseil d'administration dans une telle difficulté.

Dans les dossiers de Beaulieu, comme de Malley, c'est l'implication des communes ou de l'État qui prête à réflexion.

Il est aussi loin le temps où un municipal pouvait gérer plusieurs représentations dans des conseils d'administration en plus de son travail de gestion d'une commune.

La gouvernance appelle aujourd'hui des profils toujours plus variés pour répondre aux questions de nos structures : managériale, financière, marketing, communication, RH... La simple défense des intérêts d'une commune ne suffise plus. Les limites du système ont dernièrement éclaté au grand jour. Que cela soit dans la gestion du site de Beaulieu, voire dans celui du Centre sportif de Malley, la collectivité laisse passer de nombreux problèmes. Problèmes qui, au final, doivent être rattrapés grâce à la manne de l'État, donc de nos impôts.

Une réflexion large doit donc être entreprise pour confier les places de Conseil d'administration à des personnes d'horizons larges et de compétences variées permettant de répondre aux nombreux défis d'institution devenue complexe. Dans ce sens, lier Rennaz au CHUV sur le plan de la gouvernance biaise les réflexions. En revanche, s'il existe un domaine dans lequel les deux hôpitaux peuvent être allégrement comparés c'est celui des finances. Car le CHUV devient une bombe à retardement financière, dont la responsabilité n'incombe qu'au Canton.

Dans les dossiers de Beaulieu, comme de Malley, c'est l'implication des communes ou de l'État qui prête à réflexion.

publicité

« MONDE D'APRÈS »
POURQUOI LE RETOUR DE L'ÉTAT NE SE FERA PAS

par Philippe Loertscher,
membre du comité des JLRV

Suite aux mesures exceptionnelles prises par la Confédération afin de lutter contre les conséquences économiques du COVID-19, de nombreux commentateurs ont prédit en grande pompe un retour en grâce de l'État. Tel un prodige, il serait le seul acteur capable de sauver une économie chancelante et dépassée par la crise… Si je ne critique pas ici l'intervention du Conseil fédéral, il convient de replacer quelques éléments centraux afin de comprendre pourquoi parler d'un tel événement serait précipité.

Premièrement, il s'agit de mesures édictées sur la base du droit d'urgence. Une fois la situation particulière levée, des mesures aussi importantes ne pourront plus être prises par un groupe de sept personnes sans débat démocratique. Deuxièmement, de par leur ampleur, ces mesures vont grever pour les décennies à venir les capacités d'investissement de la Confédération et des cantons. Finalement, si on voulait rendre une tel *« retour »* possible, les prélèvements sur les salaires ou par l'impôt seraient exorbitants. En l'état, personne ne souhaite voir sa facture d'impôt augmenter et son pouvoir d'achat reculer. Allez dire aux indépendantes et indépendants, aux salariées et aux salariés au bénéfice de la réduction de l'horaire de travail (RHT) qu'ils devront payer plus et vous vous retrouverez face à une levée de bouclier.

En attendant que la Confédération récupère l'argent investi, des choix courageux devront être faits quant aux dépenses à consentir. Il faudra alors distinguer entre les dépenses nécessaires et urgentes, les dépenses utiles mais qui peuvent attendre et les dépenses superflues auxquelles il faudra renoncer.

Au niveau cantonal, les contribuables ont été les grands oubliés de la crise. Le canton dispose d'une marge de manœuvre financière exceptionnelle grâce à l'introduction du frein à l'endettement. Alors que certains prônent l'isolationnisme ou encore des plans de relance étatiques farfelus, le canton peut largement se permettre une baisse d'impôts substantielle afin de relancer l'activité économique tout en augmentant le pouvoir d'achat des Vaudoises et des Vaudois !

Au niveau cantonal, les contribuables ont été les grands oubliés de la crise.

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailleuses, machines viticoles et communales.
Vélomoteurs Bye Bike.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machinesservices.com

DIRECTION LES ÉLECTIONS COMMUNALES !

par Maxime Meier,
président ad intérim des JLRV

Depuis leur dernière assemblée générale de janvier, les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois ont œuvré en vue des prochaines élections communales. Dans une volonté d'encourager la relève, une Commission a été mise sur pied afin de permettre à un maximum de nos membres de se porter candidats. Nous souhaitons apporter notre soutien à ces derniers, tant en proposant des outils techniques que des conseils.

Différentes formations seront organisées ces prochains mois afin de contribuer à une meilleure connaissance des sujets communaux touchant les différentes communes de notre canton.

Pour notre première formation, nous avons eu le plaisir d'accueillir le député Rémy Jaquier sur Zoom. Il a abordé, dans le cadre d'un échange avec nos jeunes candidats motivés, son expérience tant au niveau communal qu'au niveau cantonal. Durant ces formations, nous aurons à cœur de faire intervenir différentes personnalités régionales expertes dans des domaines communaux spécifiques.

En complément, un guide du *« candidat aux Communales »* ainsi qu'une newsletter mensuelle viendront épauler nos membres dans les diverses étapes des élections.

À la veille des élections communales, notre parti compte une trentaine d'élus communaux ainsi qu'une municipale répartis à travers l'ensemble de notre canton. Nous sommes convaincus que de nombreuses jeunes candidatures pourront venir compléter nos législatifs communaux ainsi que quelques exécutifs.

Nous nous réjouissons de continuer cette intense collaboration avec les membres du PLR et leurs sections afin que notre parti sorte vainqueur des élections dans l'ensemble des communes qui composent notre canton !

En cas de question, n'hésitez pas à contacter notre Commission :
elections2021@jlrv.ch

Le temps de la résilience...

par Carole Dubois,
députée, présidente du Groupe PLR
au Grand Conseil

À la sortie du confinement, l'économie suisse est courbaturée et certains secteurs ont chuté dramatiquement. Le secteur de l'industrie, et plus spécialement de l'horlogerie, va devoir trouver l'énergie et la résilience pour arriver à compenser une partie du préjudice induit par l'arrêt total de ses activités pendant six-huit semaines.

Grâce à l'intervention extrêmement rapide de la Confédération et du Canton de Vaud, les indemnisations du chômage partiel et les crédits-relais ont permis de surmonter cette première phase de la crise. Une reprise économique en 2021 sera essentielle pour sauver de nombreuses entreprises et surtout le plus d'emplois possible. Rappelons qu'ils s'élevaient à 60 000 dans la branche horlogère fin 2019.

Ce redémarrage dépendra de nombreux facteurs. Un des plus importants est la reprise du commerce international. La production horlogère suisse est exportée à plus de 90 %, la troisième industrie exportatrice du pays, 21.7 milliards en 2019. Les plus grands marchés mondiaux sont l'Asie, les États-Unis et l'Europe. Le contexte géopolitique est extrêmement tendu pour les deux premiers : tensions Chine-USA, émeutes antiracisme, situation politique à Hongkong et économique au Japon. En ce qui concerne l'Europe, la fermeture des frontières pour limiter la propagation du Covid-19 a démontré à quel point nous avions besoin de la mobilité que nous permettent les accords de Schengen.

Certes, les solutions numériques peuvent simplifier et accélérer certaines transactions, mais, pour fidéliser une clientèle, développer et acquérir de nouveaux marchés, la liberté de déplacement est irremplaçable et la reprise du trafic aérien primordiale. Sans parler du potentiel gigantesque d'achat du tourisme.

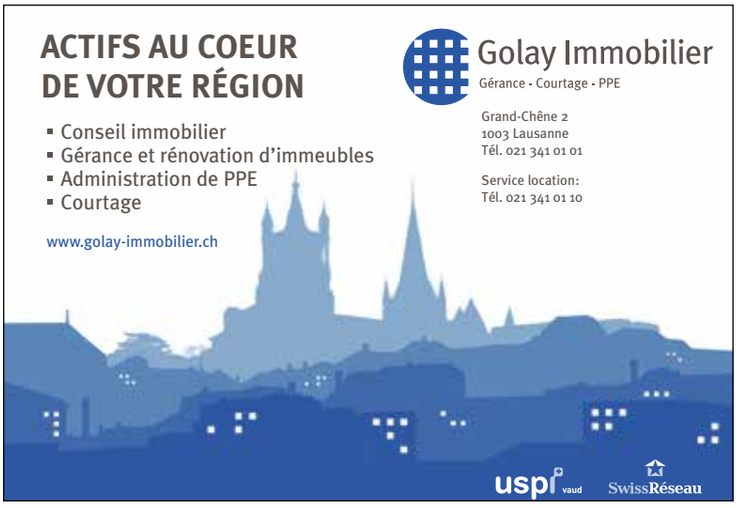
Pour conclure, nous ne pouvons pas parler de commerce international, d'accords de libre-échange et douaniers sans évoquer la libre-circulation et la précieuse main-d'œuvre issue des pays limitrophes à la Suisse. La preuve en a été le personnel médical frontalier, sans lequel notre système sanitaire n'aurait pas pu faire face lors du pic de la pandémie. Ces employés sont également indispensables au fonctionnement des entreprises horlogères. Dans ces entreprises de la chaîne jurassienne la moyenne peut atteindre 80 % de collaborateurs frontaliers selon les secteurs.

Puisqu'il s'agit de se projeter dans le futur, il est nécessaire de rappeler que la première échéance sera la votation du 27 septembre et l'initiative UDC *« Pour une immigration modérée (initiative de limitation) »*. Nous avons eu, malheureusement, l'occasion de vivre en direct les conséquences d'un arrêt total des liaisons européennes et internationales et d'en prendre la mesure dramatique pour nombre de commerces et entreprises suisses. Le futur nous dira comment l'économie suisse s'est sortie de cette crise économique. Mais nous pourrons, à notre échelle de citoyens, donner à cette économie un signe fort d'ouverture et de résilience très bientôt, en refusant fermement cette initiative.

Une reprise rapide du commerce international...

Les frontaliers sont également indispensables au fonctionnement des entreprises horlogères.

publicité



DE GRÂCE, PAS DE STATUE POUR GEORGES FLOYD !

par Jean-François Ramelet,
pasteur,
responsable de « l'esprit sainf,
une oasis dans la ville » à Lausanne

***«Amazing Grace»*: j'aime chanter ce chant maladroitement attribué au registre des *«negro spirituals»*. Son auteur John Newton était un capitaine de navire irlandais. Son histoire est floue, mais tous les récits de sa vie s'accordent pour dire qu'il a été, à une période de sa vie, un négrier de la pire espèce qui participait directement au commerce triangulaire entre l'Afrique, l'Europe et les États-Unis.**

John Newton a écrit les paroles de ce chant, après s'être converti à l'anglicanisme et être devenu prêtre. Dans cet hymne, le négrier repenti, évoque l'expérience qu'il a faite de la grâce qui a sauvé le misérable (ou l'ordure) qu'il était. John Newton deviendra un fervent militant de l'abolitionnisme. Sur une musique irlandaise, ses paroles sont devenues très populaires dans les églises noires des États-Unis au début du XX^{e} siècle alors même qu'on les doit à un ancien négrier blanc. Ce chant devint ainsi emblématique du mouvement pour la défense des droits civiques. En 2015, Barack Obama l'entonna au service funèbre des victimes de la tuerie de masse commise dans l'église méthodiste de Charleston.

Depuis quelques semaines, il est devenu courant de déboulonner, décapiter, souiller des statues d'hommes d'État, de chef militaire, de commerçants, qui se sont compromis avec l'esclavagisme ou le colonialisme.

La vague de ces déprédations s'est étendue dans le monde entier à la suite des grandes manifestations dénonçant la mort ignominieuse de Georges Floyd. Une controverse a récemment éclaté dans les milieux chrétiens. Des croyants bien-pensants se sont offusqués que l'on puisse dire de George Floyd qu'il était *«un chrétien engagé»*, alors que son casier judiciaire recensait des condamnations pour détention de drogue et vol à main armée.

Je me méfie comme de la peste de l'admiration que nous sommes prompts à vouer à des hommes ou femmes (reconnaissons-le dans des proportions infiniment moindres), considérés comme des héros, des saints, des figures, des icônes au point que l'on s'empresse de leur dresser une statue, sitôt passés de vie à trépas.

La pratique obéirait – dit-on – à des buts pédagogiques et historiques : la statue permettrait de faire mémoire des hauts faits de l'histoire d'une ville ou d'un pays et de leurs acteurs.

Parfois la statue est érigée pour remercier un mécène généreux qui n'a pas

mégoté sur la dépense pour embellir une ville et construire des bâtiments illustres.

Je n'aime pas les statues et je me méfie de ceux dont on se fait des statues. Je suis un fervent adepte du principe réformé qui proclame *«à Dieu seul la gloire» (Soli Deo Gloria)* selon lequel seul Dieu est digne de gloire.

Pour le protestant que je suis, tout humain est imparfait, mais résolument sous la grâce de Dieu, comme l'était John Nelson et comme l'est Georges Floyd. Il faut comprendre par là que la dignité d'un homme n'est pas réductible à ce qu'il a bien ou mal fait dans sa vie. Cela vaut à l'éphéméride protestante d'être vide de toute référence à des saints ou saintes.

De là à dézinguer des statues, il y a toutefois un pas que je ne franchirais pas. Le révisionnisme historique auquel nous assistons obéit en réalité à la même aspiration que celle qui pousse l'homme à construire des statues, à savoir le culte d'une prétendue pureté.

Même si je plaide pour que l'on cesse cette manie de starifier et de statufier des humains, je considère la purge historique actuelle comme dommageable. Il faut garder ces statues pour dire l'ambiguïté qui habite tout être humain sans exception ; fait de vulnérabilité, de complexité, de zones d'ombre et de lumière. Même des figures consensuelles comme Martin Luther King, Mandela, Albert Schweitzer, Henri Dunant sont pétries de cette ambiguïté et je suis sûr qu'aucun d'eux n'aurait souhaité qu'on lui érige une statue. Jésus-Christ non plus au demeurant.

De grâce, n'érigeons pas de statue à Georges Floyd pour nous donner bonne conscience ; mais faisons la seule chose que nous avons à faire en ces heures décisives : notre examen de conscience sans complaisance, sous la grâce !

publicités

Le spécialiste suisse des lits rabattables depuis plus de 30 ans !

Confort-lit
DEPUIS 1989

Rue Saint-Martin 34
1005 Lausanne
Tél. 021 323 30 44

Av. de Grandson 60
1400 Yverdon-les-Bains
Tél. 024 426 14 04

Europe: fédéralisme en marche

par Pierre Schaeffer

La fin de l'épidémie du coronavirus ouvre le temps des débats, voire des controverses et la première, surgie dans les États d'Europe du Sud, pose le problème de la solidarité européenne et de l'aide des États d'Europe du Nord, jugée très insuffisante au regard de la gravité de l'épidémie, en particulier en Italie, déjà lourdement éprouvée par la crise des migrants. La France n'est pas en reste dans ce concert de doléances en invoquant un délai de deux ans pour retrouver les équilibres perdus en termes de baisse du PIB, de flambée du chômage et de paupérisation du pays.

Et si l'Europe se réveillait ?

La chancelière Angela Merkel a, sans doute, entendu devancer le procès en annonçant dans une déclaration commune avec le président français Emmanuel Macron, le lancement d'un fonds de relance qui ne se contenterait pas de prêts aux États en difficulté, mais serait doté d'une ressource mutualisée de plus de 500 milliards de francs destinée à subventionner les secteurs en crise dans les États d'Europe du Sud. Ressource mutualisée, c'est-à-dire échappant à la règle du juste retour. En clair, un État comme l'Allemagne pourra apporter un quota de ressources supérieur à ce qu'il retirera en subventions. Pour la première fois, c'est la Commission européenne qui empruntera avec la garantie des États, et cette garantie ne sera pas liée au montant des retours aux bailleurs de fonds.

Un premier examen du projet vient d'être réalisé par les XXVII ministres des finances de l'Union européenne (UE) dont aucune décision n'est sortie, mais qui pose les bonnes questions. La première est celle du contrôle parlementaire sur cette dépense qui sera décidé, si c'est le cas, par les XXVII chefs d'État ou de gouvernement en juillet. Le seul point acquis est celui d'une articulation entre le budget européen pour les six années à venir, soit actuellement 1 % du PIB des XXVII, et ce fonds stratégique dont le montant en subventions et prêts atteindra 10 % du PIB. Si le principe de mutualisation est reconduit, le fonds devrait être intégré au budget européen et l'on aura là un vrai financement fédéral dans le contrôle parlementaire et la péréquation de richesses au sein de l'UE.

La deuxième question, elle aussi non résolue, tient à la volonté des États d'Europe du Nord, parmi lesquels l'Allemagne, d'appliquer le principe de conditionnalité à ces subventions, en clair, d'un contrôle de leur destination et de leur utilisation. Aujourd'hui, les États dits *« frugaux »* – Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède – demandent une réponse à ces questions, alors que les États d'Europe du Sud, bénéficiaires, récusaient au début toute conditionnalité, mais pourraient bien renoncer à leurs exigences sous le poids des nécessités : une dette de 150 % du PIB en Italie, de 120 % en France, avec le risque pour ces pays de devoir, ou réduire leurs dépenses contre le gré de la population, ou augmenter la fiscalité. La leçon est sans appel : la France et l'Italie n'ont pas les moyens de renoncer, pour la première à 40 milliards de francs et pour la seconde au double. Quant à l'Allemagne, c'est le profit politique de l'opération qui importe à Angela Merkel, bien décidée à quitter la Chancellerie, dans un an, sur une double victoire morale, célébrée sous la bannière de l'Europe quand elle présidera l'Europe au deuxième semestre de 2020 : l'accueil d'un million de migrants en 2015 et en 2020, la marche au fédéralisme imposé aux États d'Europe du Sud qui n'ont plus les moyens de refuser.

Pour la première fois, c'est la Commission européenne qui empruntera avec la garantie des États.

la France et l'Italie n'ont pas les moyens de renoncer, pour la première à 40 milliards de francs et pour la seconde au double.

publicité

Portes blindées en acier

Logement, locaux professionnels, chambre forte, salle d'armes, panic room :

- confidentialité & service de qualité
- fabrication sur mesures
- serrure mécanique ou électromécanique de haute sécurité
- superstructure et blindage évolutifs
- ancrage résistant dans la maçonnerie

Devis gratuit !
Contactez-nous !

ombrella
conseils en sécurité

tél 021 617 00 17
fax 021 617 00 18
case postale 1144
1001 Lausanne
www.ombrella.swiss

Le temps d'apprécier son chez soi...

par Fabienne Guignard

Le G7 2020 sous la présidence des USA a été annulé faute de voyage sur place des gouvernants concernés. Angela ne veut pas se retrouver en territoire américain, ni dans la propriété de golf de Donald en Floride ni Camp David ni ailleurs d'ailleurs avec lui. Pour montrer qu'il est fort et la punir, Donald décide de rapatrier le tiers du contingent militaire US situé en Allemagne. Une Europe de la défense, à l'arrêt, risque bien de prendre forme plus vite que prévu… Le miracle des crises… Sacré Donald...

Boris avec son poids, une fois à genoux il lui serait difficile de se relever… Autant rester debout...

Emmanuel a pris trop de cours de théâtre *« old style »* avec Brigitte et pas assez de cours de sincérité.

Emmanuel qui avait tout d'abord dit oui, pour faire le malin comme ça lui arrive souvent, se rétracte. Boris n'était pas tant chaud non plus après sa Covid dont il ne se remet que très gentiment. Il a perdu de son souffle légendaire... Voir la mort en face change son homme, dit-on..., pas prêt à tenter le diable le bougre a rencontré Donald qui lui aurait cassé les pieds avec un deal *« extraordinaire »* forcément, à condition qu'il se mette à genoux… Avec son poids, une fois à genoux il lui serait difficile de se relever… Autant rester debout...

Giuseppe lui aussi a trop de problèmes en Italie à perdre son temps à des réunions qui depuis quelques années n'amènent plus rien surtout qu'il est le maillon faible du G7. Pas *« maso »* Giuseppe au point de se faire écrabouiller. Chacun reste chez soi et décide d'y passer ses vacances, enfin quelques jours de congé, car vu les petits problèmes sociétaux sur la planète, il n'y a pas de quoi aller se prélasser sur des plages…

Emmanuel s'est fait ratatiner par son manque de masques, l'organisation de son État central défaillant, la chloroquine et le fameux professeur Raoult. Le voilà qui ne sait toujours pas parler à son peuple même s'il fait des progrès. Son ton n'est jamais le bon, il y a toujours une légèreté dans son comportement qui n'est pas appropriée. La petite phrase qui déclenche les foudres. Il a semble-t-il pris trop de cours de théâtre *« old style »* avec Brigitte et pas assez de cours de sincérité. On n'y comprend plus rien. Qui est donc ce jeune président, brillant pourtant, à toujours interpréter des rôles de personnages historiques ? Le voilà un jour de Gaulle, un jour Clémenceau puis philosophe mais jamais lui. C'est embêtant quand on est chef d'État de ne pas savoir qui on est…

Eh bien nous en Suisse, on sait qui on est. On n'est pas membre du G7 ni même du G20 mais on s'en sort pas trop mal. Simonetta, Viola, Karin, Alain, Ignazio, Guy et Ueli ont fait du bon travail. À eux sept, ils ont fait le job prouvant une fois de plus que *« Small Is Beautiful »* quand on se met d'accord.

GAUCHE CAVIAR

*Ce n'est plus une légende, la gauche aime le caviar. Le président de la CGN, **Benoît Gaillard**, PS Lausanne et époux de la CE Ruiz a choisi comme nouveau restaurateur pour ses bateaux, Café Léman SA, qui appartient en fait à Caviar House Airport Premium ! C'est vrai que Café Léman, fait plus convenable qu'un nom avec caviar, airport et premium, surtout pour la gauche…*

GAUCHE BISTRO

***La plateforme 10**, cherche un restaurateur végétarien pour ses bobos véganes. Malheur aux traditions vaudoises et autres éleveurs ou cultivateurs ! La mode est au local, parsemé de boulgour, de quinoa et de purée d'avocats. On n'a pas fini de maigrir…*

publicité

Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion

Comptabilité
Fiscalité
Gérance / PPE
Organisation

Rue de la Gare 15 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch